

67466



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr. :  
GENERALE

E/ECA/CM.8/26  
8 avril 1982

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion de la Conférence des ministres

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)

27-30 avril 1982

EXACTIMENTS OFFICE

**FILE COPY**

NO TO BE TAKEN OUT

**FINANCEMENT SUR UNE BASE PERMANENTE DES CENTRES MULTINATIONAUX**  
**DE PROGRAMMATION ET D'EXECUTION DE PROJETS DE LA CEA**

TPL/015

Distr. :  
GENERALE

E/1982/

1982

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

---

Deuxième session ordinaire de 1982  
juillet 1982

FINANCEMENT SUR UNE BASE PERMANENTE DES CENTRES MULTINATIONAUX  
DE PROGRAMMATION ET D'EXECUTION DE PROJETS DE LA CEA

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

- I. INTRODUCTION
- II. IMPORTANCE ACCORDEE PAR LES ETATS MEMBRES DE LA CEA A LA COOPERATION ECONOMIQUE
- III. TRANSFORMATION DES MECANISMES INSTITUTIONNELS EN VUE DE LA DECENTRALISATION DES ACTIVITES DE LA CEA
  - A. Bureaux sous-régionaux
  - B. UNDAT
  - C. MULPOC
- IV. LES RESOLUTIONS SUR LA RESTRUCTURATION, L'ACCROISSEMENT DES RESPONSABILITES DE LA CEA ET LE ROLE DES MULPOC
- V. PROGRAMMES DE TRAVAIL DES MULPOC
- VI. SOURCES DE FINANCEMENT ET D'APPUI
  - A. Financement du pays hôte

B. Autres pays africains

C. Détachement de fonctionnaires gouvernementaux

D. PNUD

E. Aides bilatérales

F. Budget ordinaire

G. Financement ultérieur

## VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

**FINANCEMENT SUR UNE BASE PERMANENTE DES CENTRES MULTINATIONAUX  
DE PROGRAMMATION ET D'EXECUTION DE PROJETS DE LA CEA**

A sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 36/178 relative aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC). Au paragraphe 4 de cette résolution, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général, en consultation avec l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, à présenter à la deuxième session ordinaire de 1982 du Conseil économique et social, un rapport sur le financement des MULPOC sur une base permanente.

2. On trouvera ci-joint le projet de rapport élaboré conformément au paragraphe 4 de la résolution sus-mentionnée. Il a été élaboré à la suite d'une consultation étroite entre le secrétariat de la CEA et les services compétents du Siège de l'ONU et sera soumis à la Conférence des ministres qui donnera son avis sur la question.

## I. INTRODUCTION

1. A sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 36/178 relative aux centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC). Consciente que les MULPOC sont partie intégrante de la Commission économique pour l'Afrique, et que par leur intermédiaire, la Commission s'acquitte efficacement de son mandat, non seulement en ce qui concerne les études, la recherche, l'organisation de réunions et les consultations, mais également en ce qui concerne ses activités opérationnelles d'agents d'exécution soulignant l'importance des activités des MULPOC pour les pays africains et la nécessité de pouvoir disposer de ressources financières et humaines substantielles et suffisantes pour soutenir les activités desdits centres, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général, agissant en consultation avec l'Administrateur du Programme des Nations-Unies pour le développement et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, à présenter au Conseil économique et social, lors de sa deuxième session ordinaire de 1982, un rapport concernant le financement, sur une base permanente, des MULPOC. En conséquence de quoi, ce rapport est présenté au Conseil.

## II. IMPORTANCE ACCORDEE PAR LES PAYS MEMBRES DE LA CEA A LA COOPERATION ECONOMIQUE

2. Le renforcement des relations économiques entre les pays africains dans le dessein d'accroître le niveau de l'activité économique sur le continent, constitue la meilleure stratégie de développement en vue d'améliorer les conditions d'existence des populations africaines. La coopération économique doit être renforcée, étant donné que partout en Afrique, les marchés nationaux sont exigus et que les ressources humaines et financières sont sous-utilisées. Il importe par conséquent de signer des accords de coopération entre les pays, ce qui permettrait d'atteindre des capacités de production viables dans l'industrie, d'accroître la capacité d'absorption et de mettre en valeur les compétences locales et la technologie dans le secteur primaire.

3. Depuis sa création, la Commission a toujours accordé une importance à cette stratégie et adopté au cours de ses nombreuses sessions, des résolutions visant à renforcer la coopération économique entre les pays africains. On avait déjà insisté sur cette stratégie lors de la cinquième session de la Commission en 1963 au cours de laquelle été adoptée la résolution 86(V) dans laquelle on a prié le Secrétaire exécutif de la CEA d'entreprendre des études intensives sur les principaux problèmes que pose la création d'un marché commun africain, en s'attachant à la nécessité d'un développement économique équilibré en Afrique.

4. Continuant sur la lancée de la résolution de 1963, la CEA et l'OUA ont adopté, lors de nombreuses conférences, un certain nombre de recommandations et de résolutions relatives aux mécanismes et programmes nécessaires à la promotion de la coopération économique entre les pays africains. La Déclaration africaine sur la coopération, l'indépendance économique et le développement, adoptée en 1973 par les chefs d'Etat et de gouvernement africains, a souligné l'importance qu'accordent les pays africains à l'autosuffisance collective et à l'indépendance économique et fourni un cadre pour la coopération économique aux niveaux local, sous-régional et régional. La onzième session extraordinaire du Conseil des ministres de l'OUA, tenue à Kinshasa en décembre 1976, a mis l'accent sur

l'importance que revêt la coopération en Afrique. Toutefois ces résolutions ont été reprises dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos, adoptés lors du Sommet économique des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine tenu en avril 1980, dans lesquels il est demandé aux pays africains de mettre en place des mécanismes de coopération économique au niveau sous-régional en vue de la création d'une communauté économique africaine.

5. Conformément aux décisions prises lors du Sommet de Lagos, il a été demandé à la CEA d'aider à jeter les bases de communautés économiques sous-régionales, de manière à accélérer le rythme de développement endogène et auto-entretenu tel que le prévoit le Plan d'action de Lagos, en faisant intervenir l'expérience acquise par la Commission au cours des années 1960 et 1970.

### III. TRANSFORMATION DES MECANISMES INSTITUTIONNELS EN VUE DE LA DECENTRALISATION DES ACTIVITES DE LA CEA

#### A. Bureaux sous-régionaux

6. En fait, dès mars 1962, la Commission avait décidé de créer des bureaux sous-régionaux en vue d'accroître l'efficacité de la CEA en tant qu'instrument de promotion de la coopération économique multinationale, de manière à favoriser des prises de décisions au niveau sous-régional. A cet effet, la Commission avait adopté la résolution 64(IV) portant création de deux bureaux sous-régionaux en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord et invitant le Secrétaire exécutif à envisager ultérieurement la possibilité de créer deux nouveaux bureaux sous-régionaux pour desservir l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale.

7. En 1966, avec la création de quatre bureaux sous-régionaux de la CEA, à Lusaka pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, à Niamey pour l'Afrique de l'Ouest, à Kinshasa pour l'Afrique centrale et à Tanger pour l'Afrique du Nord, cette résolution a été intégralement mise en application. Ces bureaux sous-régionaux ont été reconnus comme faisant partie de la structure organisationnelle de la CEA ainsi qu'il ressort de la circulaire du Secrétaire général relative à l'organisation du Secrétariat 1/.

8. Ces quatre bureaux régionaux ont été financés au titre du budget ordinaire de l'Organisation conformément aux objectifs pour lesquels ils ont été créés, à savoir : "assurer la liaison entre le siège de la CEA et les gouvernements des pays de chaque sous-région; fournir directement au secrétariat de la CEA des renseignements sur les besoins et les problèmes des sous-régions, de sorte que le secrétariat puisse élaborer des programmes d'assistance efficaces; faire des études sur le développement économique et social des sous-régions; rassembler des données et une documentation à jour sur divers aspects de la vie économique et sociale dans la région et fournir des services consultatifs, sur leur demande, aux pays intéressés; prêter, pour ce qui concerne les problèmes propres à la région, leur concours aux experts et groupes consultatifs envoyés dans les divers pays; aider à organiser les réunions, cycles d'études, voyage d'étude, etc... qui ont lieu dans les sous-régions".

9. Pour un certain nombre de raisons, notamment, un personnel insuffisant et un défaut de coordination entre les tâches à accomplir au niveau régional et au niveau sous-régional, les bureaux ont fonctionné en deçà de leurs possibilités de 1966

---

1/ ST/SGB/131

à 1975. Les fonctionnaires en poste dans ces bureaux, exception faite de ceux du bureau de Tanger, ont été par la suite réaffectés au Siège de la CEA à Addis-Abéba.

B. Les équipes de Conseillers des Nations Unies pour le développement (UNDAT)

10. Au début des années 70 une nouvelle tentative a été faite pour améliorer les activités de la CEA dans la promotion des arrangements relatifs à la coopération économique sous-régionale grâce à la création des UNDAT. Le programme des UNDAT a été lancé en application de la résolution 2563 (XXIV) de l'Assemblée générale en date du 13 décembre 1969 qui prie, notamment, le Secrétaire général et les chefs des autres organismes des Nations Unies d'intensifier leurs efforts en vue d'apporter une réponse plus satisfaisante aux besoins des Etats membres dans la planification du développement, la mise en oeuvre du plan, l'administration publique et la gestion, en organisant en particulier, partout où cela est possible et approprié, des services consultatifs continus dans ces domaines. Le Conseil économique et social a, dans la résolution 1552 (XLIX), estimé que la fourniture d'une telle assistance technique sous forme de services consultatifs par l'intermédiaire des UNDAT sous-régionaux pourrait être un moyen particulièrement utile d'aider certains des pays en développement à mettre en place leur propre service dans ces domaines.

11. En 1973, trois UNDAT africains ont vu le jour - l'UNDAT de Niamey dont relèvent sept pays ouest-africains, l'UNDAT de Yaoundé dont relèvent six pays d'Afrique centrale <sup>1/</sup> et l'UNDAT de Lusaka qui fait partie intégrante du bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Aucun UNDAT n'avait été créé pour l'Afrique du Nord et les trois pays d'Afrique centrale comprenant le Burundi, le Rwanda et le Zaïre principalement parce que les ressources financières du programme ne permettaient pas la création d'UNDAT pouvant couvrir tous les pays africains. Les UNDAT ont coexisté avec les bureaux sous-régionaux de la CEA à Niamey et à Kinshasa et, à l'exception de Lusaka, leurs activités n'ont jamais été intégrées à celles des bureaux sous-régionaux.

12. Même si la création des UNDAT a permis d'obtenir des ressources supplémentaires pour les programmes multinationaux de la CEA, ces ressources n'ont pas atteint le minimum requis pour assurer l'efficacité de la CEA en tant que catalyseur dans le cadre du processus d'intégration en Afrique. En outre, les activités des UNDAT étaient purement consultatives. Leurs attributions étaient plus limitées que celles des bureaux sous-régionaux de la CEA. Ils ne constituaient pas des instruments opérationnels visant à accélérer le processus d'intégration. Eu égard à ces insuffisances, la Conférence des ministres de la CEA a, à sa deuxième réunion en 1973, recommandé dans la résolution 24 (XI) que le mandat des UNDAT soit réorienté de façon à ce qu'ils soient plus opérationnels dans l'identification et la réalisation de projets multinationaux et qu'à cette fin, on recherche des ressources supplémentaires dans le cadre du système des Nations Unies et auprès des pays donateurs.

---

<sup>1/</sup> L'UNDAT de Niamey dont relèvent le Niger, le Haute-Volta, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigéria. L'UNDAT de Yaoundé dont relèvent la République-Unie du Cameroun, le Gabon, le Tchad, la République centrafricaine, le Congo et la Guinée équatoriale.

13. En 1975, par suite de problèmes financiers et d'autres problèmes opérationnels dans les trois UNDAT africains et la prise de conscience que les UNDAT et les bureaux sous-régionaux de la CEA n'avaient pas été des institutions efficaces pour la promotion de la coopération économique sous-régionale, une Mission d'évaluation mixte CEA/PNUD avait été mise sur pied pour évaluer leurs résultats et recommander la voie à suivre pour une action future. L'une des principales recommandations de la mission était que les UNDAT devaient cesser d'être de simples organes consultatifs pour devenir des instruments opérationnels efficaces en vue du développement et, qu'au lieu de s'enfermer dans un rôle de conseillers, ils seraient également activement engagés dans l'identification, l'établissement et la mise en oeuvre de programmes et projets multinationaux dans toutes les sous-régions et devenir ainsi des agents efficaces de la coopération et de l'intégration économiques aux niveaux sous-régionaux. Ils participeraient également à la réalisation du programme de travail de la CEA dans les sous-régions concernées. Cette recommandation a été approuvée en 1976 par la Conférence des planificateurs africains qui a recommandé son adoption par la Conférence des ministres de la CEA, à sa quatrième réunion.

C. Les centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC)

14. Par la résolution 311 (XIII) de mars 1977, la Conférence des ministres de la CEA a réaffirmé que l'intégration sectorielle et sous-régionale constituait le préalable à la création d'un marché commun africain et décidé que les trois UNDAT seraient supprimés et remplacés par les bureaux sous-régionaux restructurés de la CEA qui seraient, entre autres, les instruments opérationnels de la CEA dans les sous-régions. Les bureaux sous-régionaux restructurés prendraient l'appellation de centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC). Depuis l'adoption de la résolution 311 (XIII) cinq MULPOC ont été créés et comprennent le MULPOC de Lusaka dont relèvent 18 pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, le MULPOC de Gisenyi pour les trois pays qui constituent la Communauté économique des pays des grands lacs, le MULPOC de Yaoundé pour sept pays d'Afrique centrale, le MULPOC de Niamey pour 16 pays d'Afrique de l'Ouest qui sont membres de la CEDEAO et le MULPOC de Tanger pour six pays d'Afrique du Nord <sup>1/</sup>.

15. Les MULPOC mènent, au niveau sous-régional, des activités similaires à celles menées par le secrétariat de la CEA au niveau régional. Le principal objectif des MULPOC est la promotion de la coopération économique multinationale au niveau sous-régional en vue de la création, au niveau sous-régional, de marchés communs ou d'unions douanières comme un pas vers l'intégration économique régionale. Cet objectif est conforme au Plan d'action de Lagos et à l'Acte final de Lagos qui préconisent la création d'une communauté économique africaine à l'horizon de l'an 2000.

---

<sup>1/</sup> a) Le MULPOC de Lusaka dont relèvent l'Angola, le Botswana, Djibouti, l'Ethiopie, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Somalie, le Swaziland, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe; ainsi que les îles : Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles;

b) Le MULPOC de Gisenyi dont relèvent le Burundi, le Rwanda et le Zaïre;

c) Le MULPOC de Yaoundé dont relèvent la République centrafricaine, la République-Unie du Camérout, le Tchad, le Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon, Sao Tomé-et-Principe.

d) Le MULPOC de Niamey dont relèvent le Bénin, le Cap-Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Togo, le Sénégal, la Sierra Léone, la Haute-Volta.

e) Le MULPOC de Tanger dont relèvent l'Algérie, l'Egypte, la Jamahiriya arabe lybienne, le Maroc, le Soudan et la Tunisie.



16. En vue d'assurer l'efficacité des MULPOC et de consolider leur nouveau rôle multinational, la Conférence des ministres de la CEA a décidé que les MULPOC devraient être pleinement intégrés au mécanisme de prise de décisions des gouvernements afin que leurs programmes reflètent les besoins et priorités réels des gouvernements individuellement et collectivement.

17. Les activités de chaque MULPOC sont dirigées et contrôlées par des organes intergouvernementaux - un conseil des ministres et un comité d'experts qui se réunissent une fois par an. Le conseil des ministres qui regroupe les ministres responsables de la planification du développement est l'organe politique suprême du MULPOC <sup>1/</sup>. Il prend notamment des décisions sur des projets et des programmes prioritaires spécifiques qui doivent être réalisés durant les cycles triennaux ou quinquennaux, surveille la réalisation de ces projets, effectue des examens périodiques de toutes les activités du MULPOC afin de déterminer l'efficacité de sa contribution au processus d'intégration sous-régionale et aide à la mobilisation de ressources humaines et financières. Le comité d'experts qui se compose de hauts fonctionnaires des ministères de la planification du développement, identifie les projets, prépare les documents techniques de base sur les projets identifiés et soumet des recommandations sur les priorités au conseil des ministres. Il évalue également les résultats techniques du MULPOC et l'adaptation des moyens techniques aux besoins prioritaires des pays et soumet des recommandations sur les disciplines et les ressources financières nécessaires pour le bon fonctionnement du MULPOC. En plus de ces deux organes directeurs, des comités sectoriels intergouvernementaux spécialisés pourraient être créés, le cas échéant, dans les domaines du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et des transports. Un comité de supervision comprenant les fonctionnaires d'un certain nombre de pays de la sous-région et qui tiendrait des réunions trimestrielles ou semestrielles pourrait également être créé pour assurer un meilleur suivi des activités du MULPOC.

### III. RESOLUTIONS SUR LA RESTRUCTURATION, NOUVELLES RESPONSABILITES DE LA CEA ET ROLE DES MULPOC.

18. L'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont, par une série de résolutions adoptées au fil des ans, décidé que les activités économiques et sociales de l'ONU devraient être décentralisées, que les commissions régionales devraient exécuter les projets et qu'il faudrait fournir à ces dernières des ressources suffisantes pour qu'elles puissent s'acquitter de ces tâches. La dernière série de résolutions a été adoptée par l'Assemblée générale à ses 32e, 33e, et 34e sessions (résolutions 32/197, 33/202 et 34/206 respectivement).

19. Les incidences des résolutions sur la restructuration pour la CEA sont que cette dernière :

- a) serait le principal centre de développement économique et social général pour la région Afrique;
- b) aurait un rôle moteur en même temps qu'elle assumerait la responsabilité de la coordination et de la coopération au niveau régional;
- c) fournirait aux organes, compétents de l'ONU, chargés d'élaborer une politique globale, les matériaux nécessaires à cette fin et participerait à l'application des décisions;

---

<sup>1/</sup>

En Afrique du Nord, l'organe suprême est un conseil de plénipotentiaires.

d) intensifier les relations avec les autres organisations du système des Nations Unies et le PNUD en ce qui concerne les activités opérationnelles, notamment l'élaboration des programmes entre les pays;

e) agir en tant qu'agent d'exécution; et

f) renforcer les activités de coopération économique au niveau sous-régional et interrégional.

20. L'éventail des fonctions présentées plus haut nécessite un intense effort de programmation de la part de la CEA afin qu'elle puisse s'acquitter de ces fonctions. Nombre de facteurs contribuent à rendre la CEA en mesure de réaliser ces tâches. Parmi ceux-ci, le fait que la CEA soit devenue la première source essentielle de données socio-économiques sur l'Afrique, l'importance de ses activités de mise en place d'institutions en Afrique, et plus important encore, le réseau des rouages sous-régionaux de la CEA, les MULPOC.

21. La création des MULPOC a été décrite comme étant un pas important dans la voie de la transformation de la CEA en une institution opérationnelle; ceux-ci sont considérés comme le principal mécanisme dont dispose la CEA pour favoriser la coopération économique et technique au niveau sous-régional en Afrique. En outre, ils sont censés constituer le point de convergence des activités de toutes les institutions spécialisées et organisations intergouvernementales et doivent jouer un rôle de catalyseur dans le développement économique de leurs sous-régions respectives.

22. Aux niveaux structurel et opérationnel, les MULPOC entretiennent les mêmes rapports vis-à-vis de leurs Etats membres au niveau sous-régional que la CEA vis-à-vis de ses Etats membres au niveau régional. Les Conseils des ministres des MULPOC, les Comités des experts et les comités sectoriels spécialisés sont chargés de veiller à la mise en oeuvre du processus d'intégration aux niveaux sous-régionaux, pour le compte de la Conférence des ministres de la CEA. L'avantage que présente cette disposition c'est que les activités de la Commission dans la promotion de la coopération économique sous-régionale ont un caractère plus pragmatique, plus pertinent et plus conforme aux priorités des Etats membres, pris individuellement et collectivement. La décentralisation aux MULPOC rapproche davantage la CEA de la base et lui permet d'élaborer des solutions appropriées aux problèmes uniques et particuliers de chaque sous-région.

#### IV. PROGRAMMES DE TRAVAIL DES MULPOC

23. Les programmes de travail des MULPOC, ainsi qu'ils ont été approuvés lors de leurs réunions ministérielles, font partie intégrante du programme de travail de la CEA et doivent être réalisés avec l'entière collaboration des divisions organiques de la CEA à Addis-Abeba qui leur apportent une assistance et un encadrement techniques. Par ailleurs, l'éventail des services d'administration et de gestion du siège de la CEA leur apporte une assistance appropriée.

24. Ces programmes de travail peuvent être commodément classés dans les trois grandes catégories d'activités suivantes.

Catégorie I : Prises de décision et études de fond

- a) Direction globale et gestion du programme, y compris les services juridiques;
- b) Organisation de réunions annuelles tant au niveau ministériel qu'au niveau des experts et participation à ces réunions. Le but des réunions de ces organes est de mettre au point des méthodes sous-régionales en tant que contributions à la stratégie du développement africain au niveau régional;
- c) Conduite d'études, sur décision ou demande de leurs organes directeurs respectifs et en collaboration avec les divisions organiques de la CEA et avec les organismes pertinents des Nations Unies, à caractère sous-régional uniquement dans les divers domaines du développement socio-économique. L'accent est mis sur les études qui facilitent en particulier la coopération et l'intégration sous régionales;
- d) Organisation de réunions spécialisées intergouvernementales pour discuter sur ces études;
- e) Participation à toutes les activités de programmation. En application de la résolution 311(XIII) de la Conférence des ministres, ce type de participation est nécessaire afin de garantir que le programme de travail de la CEA - en ce qui concerne les activités sous-régionales - découle des programmes de travail approuvés au niveau sous-régional;
- f) Collecte, synthèse et dissémination de renseignements à caractère sous-régional dans les secteurs économique et social;
- g) Fourniture des facteurs nécessaires à l'intégration sous-régionale;
- h) Recherche générale sur les questions de développement;
- i) Rédaction, traduction et impression de documents non liés à des projets spécifiques;
- j) Dissémination de renseignements sur les activités de coopération technique.

25. Les activités présentées plus haut nécessitent que l'on instaure et entretienne des contacts au plus haut niveau des techniciens et des experts des fonctions publiques nationales. En outre, elles exigent que l'on instaure et entretienne des contacts avec les organismes du système des Nations Unies, et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales dans la sous-région afin d'assurer, dans la mesure du possible, la cohésion des programmes de travail eu égard au rôle de coordination que jouent les MULPOC au niveau régional.

26. Toutes les fonctions ci-dessus mentionnées se rapprochent de celles financées normalement au titre du budget ordinaire de l'ONU.

## Catégorie II : Fonctions globales de coopération technique

27. Ces fonctions comprennent la planification et l'évaluation de programmes et mesure où le PNUD est la source de financement la plus importante du système des Nations Unies en matière d'activités de coopération technique - elles exigent que l'on se familiarise avec les missions de programmation et études portant sur les pays et que l'on y participe, le cas échéant. La recherche en matière de questions de développement, la fourniture de services de documentation technique ainsi que la fourniture d'une information relative aux activités de coopération technique font également partie des responsabilités du personnel des MULPOC.

28. Les fonctions ci-dessus mentionnées complètent et, parfois, font double emploi avec les activités entrant dans la catégorie I présentée plus haut, étant donné leurs liens et ceux qui existent entre les programmes sectoriels et l'interaction et l'interdépendance des activités de programme dans un programme sectoriel donné. Il s'agit essentiellement des tâches portant sur des activités spécifiques au stade qui précède l'exécution de projets relatifs au cycle de projet, à savoir, l'identification, la conception et l'élaboration du projet.

29. En principe, il conviendrait que tous ces coûts (y compris l'assistance technique et administrative aux projets au cours de leur exécution, suivi et évaluation) soient financés par des fonds imputés sur d'autres ressources que celles du budget ordinaire de l'ONU - soit par des fonds destinés à des projets directs, soit s'agissant de l'assistance technique et administrative aux projets - par des crédits, obtenus à partir du remboursement des coûts d'assistance aux programmes (ce qui représente actuellement 13 p. 100 des coûts de projets).

## Catégorie III : Exécution des projets de coopération technique

30. Les coûts des activités se rangeant dans cette catégorie sont entièrement financées par des sources extrabudgétaires.

31. Les secteurs prioritaires du programme de travail des MULPOC, conformément au Plan d'action de Lagos, sont les suivants :

a) Agriculture : Autosuffisance en ce qui concerne les produits de première nécessité au niveau sous-régional. Chaque MULPOC axe ses efforts sur les mesures requises au niveau multinational afin d'accroître l'efficacité de la production, la commercialisation, la transformation et le stockage des cultures vivrières de base particulières à sa sous-région;

b) Industrie : Mise en place de complexes d'industries de base, au niveau sous-régional (industries chimiques et métallurgiques) et d'industries liées à l'agriculture. Chaque MULPOC axe ses efforts sur les accords de coopération visant à l'exécution de projets spécifiques dans les grands sous-groupes d'industries, par exemple, une usine sidérurgique, des usines d'engrais, la farine composée et des unités de production d'exploitation forestière, compte tenu des développements actuels, des possibilités du marché et du patrimoine naturel de sa sous-région;

c) Transport : Mise en place de réseaux de transport dans les pays et dans la sous-région. Chaque MULPOC, conformément à la situation prévalant dans sa sous-région, met l'accent sur un ou plusieurs des moyens de transports suivants : routes, voies ferrées, transports maritimes et aérien;

d) Promotion des échanges : Création de zones de libre échange et d'unions douanières. L'accent est mis sur l'élaboration de profils des échanges par pays, l'identification des entraves aux échanges à l'intérieur de la sous-région et la fourniture d'une assistance en ce qui concerne la création de mécanismes visant à la libération des échanges;

e) Mise en valeur des ressources humaines : Identification des besoins en main-d'oeuvre qualifiée, analyse de l'utilisation de la main-d'oeuvre formée existante et fourniture d'une assistance en vue d'utiliser de façon efficace les établissements de formation existants ou de créer des installations de formation appropriées selon que de besoin;

32. S'agissant des mécanismes sous-régionaux et des cadres institutionnels destinés à promouvoir le processus d'intégration sous-régionale, les MULPOC devront entreprendre les activités ci-après :

a) Afrique de l'Est et Afrique australe (MULPOC de Lusaka)

33. A la suite de la signature en décembre 1981 du traité portant création de la zone d'échanges préférentiels pour les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, prélude à la création d'une communauté économique sous-régionale d'ici la fin de la décennie, le MULPOC aidera à prendre les mesures nécessaires pour rendre la ZEP pleinement opérationnelle et pour instituer par la suite la communauté économique sous-régionale.

b) Communauté économique des pays des Grands Lacs (MULPOC de Gisenyi)

34. Le MULPOC doit, à l'intérieur du cadre actuel de la communauté, contribuer à rassembler des renseignements techniques de base, à élaborer un protocole en vue de l'harmonisation de la politique industrielle des Etats membres de la Communauté et à instituer un mécanisme communautaire à cette fin.

c) MULPOC de l'Afrique centrale (MULPOC de Yaoundé)

35. Suite à l'étude sur l'évaluation de l'UDEAC, le MULPOC devrait :

a) aider à la mise en application de la décision arrêtée par les Etats membres de l'UDEAC et qui se rapporte à la restructuration de cette organisation intergouvernementale;

b) aider à la mise en oeuvre de la déclaration faite par 11 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Afrique centrale concernant la création d'une communauté économique de l'Afrique centrale, communauté qui, outre les sept pays membres du MULPOC de Yaoundé, engloberait les trois pays desservis par le MULPOC de Gisenyi et l'Angola. Le MULPOC de Gisenyi prendra part à cet effort.

d) MULPOC de l'Afrique de l'Ouest (MULPOC de Niamey)

36. Le MULPOC continuera d'apporter son concours aux trois organisations intergouvernementales à vocations multiples à savoir, la CEDEAO, la CEAO et l'Union du fleuve Mano dans l'élaboration de documents techniques et l'organisation de négociations en vue de l'uniformisation de leurs accords de libéralisation des échanges comme étape vers la création d'une zone de libre échange en Afrique de l'Ouest.

37. Le MULPOC continuera également d'entreprendre des études et des mesures destinées à coordonner les programmes et activités de l'ensemble des organisations intergouvernementales en Afrique de l'Ouest qui sont une trentaine.

V. SOURCES DE FINANCEMENT ET D'APPUI

38. A l'instar des UNDAT et des bureaux sous-régionaux qui les ont précédé, l'efficacité opérationnelle des MULPOC se trouve entravée par l'insuffisance de leurs ressources financières et humaines. Le budget total des quatre MULPOC situés au Sud du Sahara au cours de la période allant de 1977 à 1981 s'élevait à 2,5 millions de dollars des Etats-Unis par an seulement. Les contributions au titre de ce budget étaient principalement versées par le PNUD (66 p. 100) et les Etats membres (18 p. 100). A cet égard, le Corps commun d'inspection a, dans le rapport qu'il a publié en 1982 1/, noté que : "... la dotation actuelle des MULPOC en personnel et en ressources est très faible, irrégulière et mal répartie ... étant donné leurs pénuries de ressources actuelles, les Etats membres africains éprouvent des difficultés à verser les contributions volontaires requises et se tournent vers la CEA et l'Organisation des Nations Unies elle-même pour leur demander de les aider à appuyer les MULPOC en fournissant un financement solide". Les rapports élaborés à la suite des missions d'évaluation conjointes PNUD/CEA sur les MULPOC renforcent cette conclusion 2/. On trouvera ci-après une présentation des sources de financement et d'appui directs aux MULPOC.

A. Financement par le pays hôte

39. Tous les MULPOC sont financés par le biais d'accords signés par le pays hôte et qui permettent d'apporter un appui aux MULPOC au moyen de contributions en espèce, en nature ou combinant ces deux formes. Les contributions en nature prennent la forme d'attribution de locaux, de fourniture de matériel et des services de personnel local (secrétaires, plantons, chauffeurs).

B. Autres gouvernements africains

40. Affirmant l'importance qu'ils attachent à l'intégration économique et au développement sous-régionaux et reconnaissant le rôle que les MULPOC jouent à cet égard, les gouvernements africains font des contributions spécifiques en faveur des MULPOC. Malheureusement, cependant, ces contributions sont dérisoires en raison des énormes difficultés financières que la crise énergétique, l'inflation et l'alourdissement de la charge du service de la dette causent à ces gouvernements.

---

1/ JIU/REP/82/1

2/ E/ECA/CM.8/25

### C. Détachement de fonctionnaires gouvernementaux

41. Le type d'appui actuellement à l'examen consisterait à demander aux gouvernements de détacher dans les MULPOC et à leurs propres frais, des experts qui seraient chargés d'y accomplir des tâches spécifiques pendant de courtes périodes.

### D. PNUD

42. Depuis le démarrage des MULPOC, le PNUD a contribué pour près de 8 millions de dollars des Etats-Unis à la mise en place de leur infrastructure. Ce montant se répartit comme suit :

(en millions de dollars)

1977	0.7
1978	1.0
1979	1.4
1980	2.2
1981	2.6
	<hr/>
	7.9

Le niveau de programmation pour 1982 s'établit à environ 2 millions de dollars des Etats-Unis. L'appui fourni au titre de la mise en place de l'infrastructure devrait prendre fin à la fin de 1982, ce qui se traduirait par la suppression de certains postes d'administrateurs et de la catégorie des services généraux. Le PNUD a toutefois décidé d'envisager le financement "d'activités bien définies selon un calendrier" à partir de janvier 1983. De telles activités pourraient par exemple, se rapporter à la réalisation d'études de faisabilité relatives aux programmes de sécurité alimentaire, à la création de petites sucrières ou d'usines de ciment.

### E. Dons bilatéraux

43. Les bailleurs de fonds bilatéraux apportent leur concours à l'effort africain de développement par les contributions qu'ils font à la CEA au titre de projets susceptibles d'être exécutés au niveau sous-régional. Ce type de contribution a jusqu'ici été faible et axé sur les activités opérationnelles plutôt que sur l'appui infrastructurel aux MULPOC.

### F. Budget ordinaire

44. Depuis leur création, les MULPOC reposent sur l'appui organique et administratif du personnel du siège de la CEA à Addis-Abeba inscrit au budget ordinaire de l'ONU. Dans le rapport visé au paragraphe 38 ci-dessus présenté récemment par le CCI, les inspecteurs font observer qu'une partie de ce personnel pourrait avantageusement être affecté dans les différentes sous-région. L'AMS services de gestion administrative a formulé une recommandation similaire dans son rapport No. 3-80 de novembre 1980. Il faut toutefois apporter aux MULPOC un appui budgétaire supplémentaire qui prendrait la forme d'un noyau de fonctionnaires spécialistes de la programmation et de l'administration afin de garantir la stabilité de leurs activités ainsi que l'a décidé la Conférence des ministres et que l'a appuyé le CCI. Faute de la stabilité que cette formule permettrait d'assurer concluent les inspecteurs, il faut craindre que soient compromise, "non seulement l'efficacité opérationnelle des centres, mais encore leur existence même".

### G. Financement futur

45. Vu les difficultés qu'ils rencontrent actuellement on ne doit raisonnablement pas s'attendre à ce que les gouvernements africains accroissent sensiblement leurs contributions, à brève échéance. Etant donné les difficultés financières que le PNUD connaît à l'heure actuelle, il est peu probable que ce dernier continue de financer les frais relatifs à l'infrastructure des MULPOC. Toutefois, à la suite des discussions qui ont été engagées au début de cette année, le PNUD a décidé de financer "des activités bien définies selon un calendrier" dans chacun des quatre MULPOC situées en Afrique au Sud du Sahara. Il est également peu probable que les autres organismes des Nations Unies augmentent leur contribution. Leur appui étant de toute façon négligeable, une augmentation même sensible de cette contribution, encore qu'elle soit la bienvenue, n'aura aucune grande incidence sur la situation financière des MULPOC.

46. On a sollicité auprès des principaux bailleurs de fonds bilatéraux un appui infrastructurel spécial en faveur des MULPOC. Les Etats membres africains ont dans le même temps été invités à détacher dans les MULPOC et de courtes périodes des fonctionnaires de haut rang ou de niveau intermédiaire qui seraient chargés d'accomplir des tâches spécifiques; il leur a également été demandé d'accroître leur contribution en espèce et nature au titre de l'appui infrastructurel aux MULPOC. Enfin, il convient de noter que le Secrétaire exécutif a redéployé six postes d'administrateurs et quatre de la catégorie des services généraux du siège de la CEA dans les MULPOC.

### VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

47. Il est donc évident que, pour permettre aux MULPOC de continuer à jouer un grand rôle dans la mise en oeuvre de leurs programmes de travail qui incluent une bonne partie des activités traditionnelles de la CEA, il faudra leur accorder un appui considérable dans le budget ordinaire de l'ONU, précisément pour financer les activités des MULPOC présentées sous la catégorie I ci-dessus (paragraphes 24 à 26).

49. On estime que pour s'acquitter de ces fonctions la CEA engagerait au moins 2 millions de dollars des Etats-Unis par biennium (aux prix de 1982-1983). Ces frais se répartiraient de la façon suivante :

	<u>dollars des Etats-Unis</u>
Postes créés	1 081.200
Assistance à titre temporaire	179.700
Frais ordinaires au titre du personnel	238.700
Frais de voyage du personnel pour les réunions	80.200
Autres missions	126.700
Communications	73.000
Services divers	62.000
Fournitures et matériel	93.000
Meubles de bureau et équipement	70.500
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 005.000</b>



50. La dotation relative aux postes créés (1081,200 dollars des Etats-Unis) servirait à financer les postes suivants :

	<u>D-1</u>	<u>P-5</u>	<u>P-4</u>	<u>P-3</u>	<u>Personnel local</u>	<u>Total</u>
Lusaka	1	1	1	1	2	6
Gisenyi	1	-	1	-	1	3
Niamey	1	1	1	1	2	6
Yaoundé	1	-	1	1	1	4
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>19</b>

51. Par ailleurs, l'appui financier du PNUD doit être maintenu et si possible augmenté; mais il doit être réorienté pour permettre d'assurer le financement des activités des MULPOC énumérées sous les catégories II et III (paragraphe 27 à 30).

52. Il convient d'examiner plus avant les autres possibilités de financement extrabudgétaire en espèces et en nature - type d'appui qui n'a jusqu'ici joué qu'un rôle relativement mineur - en vue d'accroître dans toute la mesure du possible leur part dans la réalisation des activités énumérées sous les catégories II et III qui constituent de plus en plus l'essentiel des activités entreprises par les MULPOC.